

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Accord-cadre relatif aux travaux de désamiantage en
sous-section III, et élimination des déchets au profit
du GHT ALLIANCE GIRONDE**

N° du CCAP : AC24STIT030

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 57 65 66 79

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Cotraitance	6
3.3 - Sous-traitance	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Durée et délais d'exécution	7
5.1 - Durée initiale de l'accord-cadre	7
5.2 - Reconduction de l'accord-cadre	7
5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	7
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Prix des marchés subséquents	8
6.3 - Modalités de variation des prix	9
7 - Garanties Financières	10
8 - Avance	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
8.2 - Garanties financières de l'avance	10
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement	11
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des sous-traitants	12
9.5 - Paiement des cotraitants	12
10 - Conditions d'exécution des prestations	12
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
12 - Garantie des prestations	21
13 - Pénalités	21
13.1 - Pénalités de retard	21
13.2 - Autres pénalités spécifiques	21
14 - Assurances	23
15 - Résiliation du contrat	23
15.1 - Résiliation pour travail dissimulé	23
15.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	23
15.3 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	24
15.4 - Redressement ou liquidation judiciaire	24
16 - Règlement des litiges et langues	24
17 - Clauses complémentaires	24
18 - Dérogations	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Accord-cadre relatif aux travaux de désamiantage en sous-section III, et élimination des déchets au profit du GHT ALLIANCE GIRONDE.

Le présent accord-cadre concerne des travaux de désamiantage en sous-section III, et élimination des déchets pour les sites du GHT Alliance Gironde, dans le cadre d'une opération de travaux.

L'accord-cadre s'exécute au profit des Etablissement du GHT Alliance Gironde listés en annexe 1 du CCAP. L'Établissement support du GHT Alliance Gironde est le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque établissement partie passe les marchés subséquents passés sur son fondement et en suit l'exécution.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés subséquents passés sur son fondement, pour les prestations suivantes :

- travaux de désamiantage en sous-section III, et élimination des déchets

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations sont énoncés à l'annexe 1 du CCAP "Fiche logistique des établissements du GHT"

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Interventions en sous-section III Groupe Hospitalier Sud Gironde (pour les centres hospitaliers de Bazas, Cadillac, Sud Gironde)
02	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier de Blaye
03	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier de Libourne
04	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier Charles Perrens
05	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier de Sainte-Foy-la-Grande

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents à la survenance du besoin.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validation de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires des lots correspondant à l'objet du marché subséquent :

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre, prendront la forme :

- De marchés ordinaires pour les travaux réalisés en sous-section III

Règles de passation pour les interventions en sous-section III :

A la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement parties au GHT Alliance Gironde consultera les titulaires de l'accord-cadre.

La passation des marchés subséquents se déroulera dans les conditions suivantes :

Les marchés subséquents feront l'objet d'une consultation. Chaque établissement parties du GHT Alliance Gironde adressera une lettre de consultation aux titulaires de l'accord-cadre, fixant les modalités ainsi que le délai durant lequel ils devront présenter une offre.

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement parties au GHT Alliance Gironde adressera via la plateforme de dématérialisation (disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>), la lettre de consultation et le marché subséquent. Les titulaires devront obligatoirement retourner leur offre via cette plateforme de dématérialisation, élaborée sur la base de la lettre de consultation. De nouvelles coordonnées pourront être communiquées aux titulaires en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Présentation et remise des offres :

Les modalités exactes de présentation et de remise des offres seront précisées dans la lettre de consultation que le pouvoir adjudicateur de chaque établissement parties du GHT Alliance Gironde adressera aux titulaires de l'accord-cadre lors de la passation d'un marché subséquent. En tout état de cause, ces modalités seront conformes aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. L'offre ainsi remise, pour chaque marché subséquent, devra être datée et signée par la personne habilitée pour représenter le titulaire.

Jugement des offres pour les marchés subséquents :

Les marchés subséquents seront attribués selon les critères ci-dessous mentionnés.

Il est rappelé que dans le cadre de l'accord-cadre multi-attributaire, les prix issus du bordereau de prix unitaires sont des prix plafonds qui ne pourront en aucun cas être augmentés lors de la remise en concurrence pour la passation des marchés subséquents.

Documents contractuels des futurs marchés subséquents :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre, désignées ci-dessous (liste exhaustive) :

- L'acte d'engagement et ses annexes : annexe 1 "désignation des cotraitants et répartition des prestations"; annexe 2 "Liste des comptables assignataires -Trésoriers",
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les lots 1 à 5,
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 "Fiche logistique des établissements du GHT Alliance Gironde,
 - Le CCTP et ses annexes pour les lots 1 à 5,
 - L'annexe 1 au CCTP du lot 1 « Tableau guide des structures »
 - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le marché subséquent,
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) remis à l'issue de la remise en concurrence,
 - La documentation technique remise à l'appui de l'offre lors de la consultation.

La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'est contractuelle que pour la décomposition des ouvrages nécessaires à l'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix d'unité destinés à l'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. En l'absence de justification, une pénalité fixée à 200,00 € lui sera appliquée. En cas de non réponse à deux marchés subséquents et en l'absence de justification, le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX établissement support du GHT Alliance Gironde se réserve la possibilité d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre, sans indemnités.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante, en ce qui concerne les prestations en sous-section IV :

Pour le lot 1, 2, 3 et 5

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	80
2-Valeur technique au vu du plan de retrait proposé pour une intervention en sous-section III	20

Pour le lot 4

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40
2-Valeur technique au vu du plan de retrait proposé pour une intervention en sous-section III	60

Pour l'attribution des marchés subséquents, la méthode de calcul utilisée pour la notation du critère "Prix des prestations" est la suivante : formule linéaire de GRAMP

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : annexe 1 "Désignation des cotraitants et répartition des prestations"; annexe 2 "Liste des comptables assignataires - Trésoriers",
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les lots 1 à 5,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 "Fiche logistique des établissements du GHT Alliance Gironde",
- Les CCTP pour les lots 1 à 5,

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le cadre du mémoire technique complété ;
- Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre ;

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage de l'établissement partie du GHT Alliance Gironde.

Cependant pour certaines prestations définies par le présent accord-cadre, le GHT Alliance Gironde pourra se doter d'un maître d'œuvre privé.

3.2 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

En cas de défaillance d'un cotraitant, le mandataire dispose de 15 jours, pour procéder à son remplacement par un sous-traitant après inventaire des prestations restant à exécuter. Ce délai court à compter soit de la date du constat réalisé et notifié par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement concerné au mandataire soit de la date de notification de la défaillance par le mandataire au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement concerné.

3.3 - Sous-traitance

En cours d'exécution du marché public issu de l'accord-cadre, le titulaire du marché ne pourra en aucun cas transmettre tout ou partie de la prestation à un sous-traitant sans l'accord express du représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné. Cet accord, matérialisé par une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, le cas échéant), sera demandé par voie électronique avec accusé de réception avant la date prévue pour la sous-traitance

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux. Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire a sous sa pleine responsabilité la garde et l'utilisation de l'ensemble de l'outillage ou équipements utilisés par ses agents sur l'ensemble des sites géographiques concerné par l'accord-cadre. Le Titulaire a une obligation de sécurité à l'égard des matériels dont il assure la maintenance, des personnes qui travaillent pour lui et de l'environnement (matériels et humains).

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour assurer les prestations objet de l'accord-cadre.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur de l'établissement membre

Le personnel doit être muni en permanence lors de sa présence sur site :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établis par l'entreprise.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité. Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement public.

Pour les interventions dans des services à environnement protégés, le technicien devra s'annoncer au service et revêtir une tenue (blocs, réanimation par exemple) ou un dispositif de sécurité adapté aux dangers encourus pour le patient ou pour lui-même

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité. Chaque sous-traitant étant soumis à ces mêmes obligations

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée initiale de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de la date de notification jusqu'au 08/01/2026 minuit.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

5.2 - Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Le contrat, toutes périodes confondues, s'achève le 08/01/2028 à minuit.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Uniquement pour les lots 1, 2, 3 et 5 :

Dans l'hypothèse, où les commandes atteignent 80% du montant maximum de la période en cours, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de reconduire l'accord-cadre expressément et de manière anticipée. Le titulaire sera informé de la décision par courrier.

Dans l'hypothèse d'une reconduction anticipée, la nouvelle période pourra dépasser la durée de 1 an indiquée pour les périodes 2 et 3. Cependant le contrat, toutes périodes confondues, s'achèvera obligatoirement le 08/01/2028 à minuit.

5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution

A l'issue de la notification du marché subséquent, l'exécution des travaux débutera à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires, les délais d'exécution sont prolongés dans les conditions suivantes :

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix des prestations comprennent :

- La réalisation des chantiers tests et de chantiers de validation ;
- Le cas échéant, la validation des modes opératoires

- Les installations de chantier et leur maintenance pendant la durée des travaux, y compris les consommables et consommations ;
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tout le matériel ;
- La mise à disposition des appareils nécessaires pour les contrôles, mesures, analyses, etc.... ;
- Tous les contrôles, mesures et analyses, etc... en conformité avec la réglementation, avant, pendant et en fin de travaux ;
- Les frais de ces contrôles, mesures, analyses, etc... par des organismes agréés ou des laboratoires ;
- Toutes les installations et équipements de sécurité réglementaires ;
- Les prestations et frais entraînés pour le respect de la législation concernant la "Sécurité et la protection de la santé sur les chantiers" ;
- Tous les nettoyages en cours de travaux ;
- Le nettoyage final des locaux traités ainsi que des locaux dans lesquels aucun travail n'a été réalisé mais qui ont été utilisés pour le passage des ouvriers ou le stockage des matériaux, le nettoyage en cours de travaux et en fin de chantier des voies extérieures et des abords ;
- L'établissement de tous les plans et pièces annexes ;
- Les plans des installations de chantier ;
- Les modes opératoires ;
- Les plans de zones de confinement ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., des ouvrages en fin de travaux et après réception
- Le conditionnement, le transport et le traitement des déchets issus du chantier ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés récapitulant les travaux réalisés et leur suivi (PRA, métrologie, bilan aéraulique, registre de sécurité, BSDA, ...) ;
- Un rapport de Fin de Travaux (RFT) ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage de l'établissement concerné. Ils comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, les dépenses communes ou individuelles de chantier, tous ouvrages et raccordements provisoires, les impôts et taxes. Ils tiennent compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, en l'espèce dans un ensemble hospitalier en activité de manière à assurer le complet achèvement des travaux en toute sécurité.

Toutefois, ces prix pourront être modifiés lors de chaque remise en concurrence, mais ils ne pourront être augmentés. Il est rappelé que dans le cadre de l'accord-cadre multi-attributaire, les prix issus du bordereau de prix unitaires sont des prix plafonds qui ne pourront en aucun cas être augmentés lors de la remise en concurrence pour la passation des marchés subséquents

6.2 - Prix des marchés subséquents

Contenu des prix :

Sauf stipulation contraire dans les marchés subséquents, le contenu de leur prix sera celui défini pour l'accord-cadre.

Type de prix :

Les prestations des marchés subséquents seront rémunérées par application du prix global forfaitaire. Les lignes de prix de la DPGF devront être établies par application des prix initiaux de l'accord-cadre.

Il est rappelé que dans le cadre de l'accord-cadre multi-attributaire, les prix issus du bordereau de prix unitaires sont des prix plafonds qui ne pourront en aucun cas être augmentés lors de la remise en concurrence pour la passation des marchés subséquents

6.3 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.5 \text{ ICHT-M (n)} / \text{ ICHT-M (o)}) + (0.5 \text{ 010762029 (n)} / \text{ 010762029 (o)})]$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.5 \text{ ICHT-M (n)} / \text{ ICHT-M (o)}) + (0.5 \text{ 010762029 (n)} / \text{ 010762029 (o)})]$	
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.5 \text{ ICHT-M (n)} / \text{ ICHT-M (o)}) + (0.5 \text{ 010762029 (n)} / \text{ 010762029 (o)})]$	
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.5 \text{ ICHT-M (n)} / \text{ ICHT-M (o)}) + (0.5 \text{ 010762029 (n)} / \text{ 010762029 (o)})]$	
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.5 \text{ ICHT-M (n)} / \text{ ICHT-M (o)}) + (0.5 \text{ 010762029 (n)} / \text{ 010762029 (o)})]$	

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	ICHT-M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
	010762029	Indice du coût du travail - Salaires seuls - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020
02	ICHT-M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
	010762029	Indice du coût du travail - Salaires seuls - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020
03	ICHT-M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
	010762029	Indice du coût du travail - Salaires seuls - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020
04	ICHT-M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
	010762029	Indice du coût du travail - Salaires seuls - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020
05	ICHT-M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
	010762029	Indice du coût du travail - Salaires seuls - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en 2020

7 - Garanties Financières

Sans objet

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Interventions en sous-section III Groupe Hospitalier Sud Gironde (pour les centres hospitaliers de Bazas, Cadillac, Sud Gironde)
02	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier de Blaye
03	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier de Libourne
04	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier Charles Perrens
05	Interventions en sous-section III pour le Centre Hospitalier de Sainte-Foy-la-Grande

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire du marché subséquent lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché subséquent, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché subséquent est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché subséquent. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché subséquent, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes sont versés chaque fin de mois, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et dans la limite du calendrier détaillé d'exécution du marché subséquent.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est

égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

L'ensemble des modalités d'exécution d'un chantier découlant de cet accord-cadre, ainsi que l'ensemble des mesures de sécurité qui lui seraient associés sont à la charge du maître d'ouvrage (site hospitalier du GHT ALLIANCE Gironde concerné).

Le maître d'ouvrage fera appel à son référent amiante formé au minimum Sous-Section 3, pour le suivi de tels chantiers ou à un Maître d'œuvre. Le titulaire ou son représentant, ayant la qualification minimale de conducteur de travaux, sera tenu d'assister aux réunions de chantier, le compte-rendu sera écrit par le Maître d'Œuvre et adressé ou remis à l'entrepreneur et au Maître d'ouvrage sous 72h. Le Maître d'Ouvrage et/ou le Maître d'Œuvre pourra, selon les besoins du chantier, rencontrer l'entrepreneur ou son représentant à la date de son choix.

Le titulaire devra exécuter les prestations conformément à la réglementation en vigueur, aux normes et spécifications techniques applicables et notamment :

- Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant la construction ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) ;
- L'ensemble des normes françaises et européennes publiées par l'AFNOR ;
- Les recommandations de l'INRS en particulier concernant le traitement de l'amiante ;
- Les lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant le traitement et l'élimination des déchets et en particulier des matériaux contenant de l'amiante ;
- Les obligations dans les contrats d'assurance ;
- Les spécifications professionnelles et avis techniques.

10.1 - Maîtrise d'œuvre

Pour les prestations issues du présent accord-cadre, le GHT Alliance Gironde pourra se doter d'un maître d'œuvre amiante. Les réunions de chantier seront fixées à une fréquence hebdomadaire par le maître d'œuvre si le déroulement des chantiers le nécessite et à sa demande. Toutes les dispositions qui seront alors inscrites dans les comptes rendus de réunion de chantier seront contractuelles, l'entreprise responsable des travaux devra se conformer aux stipulations ainsi arrêtées.

10.2 - Coordination sécurité et protection de la santé

Les opérations pourront être soumises aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, ainsi qu'au décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail. A ce titre, une mission de coordination SPS pourra être prévue par le maître d'Ouvrage.

10.3 - Qualifications professionnelles

L'entreprise devra être en mesure de fournir, en cours d'exécution du contrat et sur demande en ce sens du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, qu'il est titulaire des qualifications professionnelles suivantes (ou équivalentes):

- QUALIBAT 1552 de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant, selon les exigences de la norme NF X 46 010 (aout 2012), mentionnant le ou les domaines d'intervention sur lesquels l'entreprise exerce son activité de traitement de l'amiante;
- Ouvrages extérieurs de bâtiment
- Ouvrages intérieurs de bâtiment

En cas de perte de la qualification professionnelle, le titulaire sera dans l'obligation d'en avertir immédiatement le maître d'ouvrage de l'établissement concerné et, le cas échéant, le maître d'œuvre privé. Il devra arrêter la réalisation des travaux et mettre le chantier en sécurité. En cas d'arrêt définitif du chantier en cours de réalisation pour cause de perte de la qualification professionnelle, le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations restantes aux frais et risques du titulaire, par un tiers qualifié pour réaliser les prestations issues du présent accord-cadre. Il pourra également exclure le titulaire défaillant de l'accord-cadre, sans indemnités.

10.4 - Obligations du titulaire

Pour chaque chantier, l'entreprise aura à sa charge :

- La rédaction et l'envoi d'un plan de retrait via la plateforme DEMAT@MIANTE à la DREED, la CARSAT et l'OPPBTP;
- Le balisage de la zone de travail;
- La mise en place de polyane de protection sur les surfaces non décontaminables et les installations encore présentes. **L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les interventions en sous-section 3 sont effectuées dans le cadre de travaux de réhabilitation notamment, ainsi la mise en place de polyane liquide par projection sur les parois est interdite;**
- La neutralisation des dispositifs d'échange d'air entre les zones de travail et les locaux non concernés en activité;
- Le retrait des matériaux amiantés repérés sur le rapport de repérage fourni avec le bon de commande conformément à la réglementation;
- La métrologie de suivi de l'empoussièrement nécessaire selon les travaux;
- Le conditionnement des matériaux amiantés déposés;
- L'évacuation des matériaux en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vers une installation d'inertage;
- Le bordereau de suivi des déchets amiante (BSDA) via la plateforme TRACKDECHETS;
- Dans le cadre des travaux, d'autres déchets ne contenant pas de matériaux potentiellement contenant de l'amiante (MPCA) pourront être gérés par l'entreprise, à savoir :
Les déchets dangereux : cellules de détection ionique, peinture, néons, etc. qui devront être éliminés en Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD) ;
Les déchets non dangereux : DIB, plâtres, etc. qui devront être éliminés en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) ;
Les déchets inertes : bétons, par exemple, qui devront être éliminés en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ;
Les déchets valorisables : métaux, par exemple, qui devront être éliminés en centre de recyclage..

10.5 - Rapport de Fin Travaux

L'entreprise devra établir le Rapport de Fin de Travaux (RFT) pour chaque chantier conformément à l'article R. 4412-139 du Code du Travail, qui devra comporter :

- Le plan de retrait (SS3), ses avenants et la cartographie des zones traitées;
- Le journal ou le registre de suivi de chantier;
- La spécification des produits surfactants, de fixation ou agents mouillants utilisés;
- La stratégie d'échantillonnage du laboratoire associée au plan de retrait et la métrologie de suivi des travaux;
- Les certificats d'acceptation préalable (CAP) et les bordereaux de suivi des déchets amiante (BSDA) d'évacuation des déchets;

Préalablement à l'exécution d'une prestation issue du présent accord-cadre, le maître d'ouvrage transmettra au titulaire les pièces suivantes :

- Le DTA (Dossier Technique Amiante) ou le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux/démolition;
- Le plan de localisation de la zone à traiter;
- Le plan des équipements CVC, électricité, plomberie et fluides médicaux;
- L'estimation des quantités hors autres matériaux ou découvertes fortuites, à vérifier par l'entrepreneur;
- Un planning prévisionnel général de l'intervention à venir;

Une visite préalable sur chantier est obligatoire pour le titulaire retenu pour effectuer les opérations en sous-section III, après demande d'intervention sur site et en présence du référent amiante ou du maître d'œuvre le cas échéant, afin de vérifier la nature et les volumes des matériaux concernés. L'entreprise sera soumise à un plan de retrait pour l'ensemble des sites concernés.

10.6 - Autorisations et horaires

Le titulaire devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui seront notifiées par les services compétents de l'établissement concerné.

A titre indicatif, les horaires de travail se situent généralement entre 9h et 17h, sur une semaine de 5 jours, hors week-ends et jours fériés. Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité des usagers.

Les travaux seront réalisés sur un site partiellement occupé. Ainsi, aucune plus-value financière ne pourra être demandée au titre du maintien de l'activité et de la continuité inhérente à un site hospitalier. Les travaux se faisant la majorité du temps au cœur d'un ou plusieurs services hospitaliers, ces derniers doivent être maintenus en activité.

Dans les zones à traiter, en plénum on retrouve (liste non exhaustive) :

- Des installations techniques diverses relatives au fonctionnement des sites du GHT ALLIANCE Gironde (central de traitement d'air...);
- Des réseaux électriques;
- Des réseaux de ventilation;
- Des réseaux de climatisation et de chauffage;
- Des réseaux de fluides médicaux;
- Des réseaux informatiques (fibre optique);

Les équipes du Centre hospitalier concerné ou une entreprise extérieure mandatée par ce centre hospitalier se chargeront des travaux de déconnexion, d'adaptation et de dévoiement des réseaux. Toute impossibilité de déconnexion de réseaux dans la zone à traiter sera déclarée au titulaire par mail avant le début des travaux. Le titulaire devra en tenir compte lors de la réalisation des prestations et ne pourra demander de plus-value financière.

10.7 - Propreté du chantier, hygiène et sécurité

Le titulaire devra veiller en permanence à la propreté du chantier, à l'intérieur du bâtiment et des voies publiques. Il procédera aux nettoyages prescrits par le Maître d'œuvre. En cas de carence du titulaire, le Maître d'ouvrage de l'établissement concerné (et Maître d'œuvre le cas échéant) pourra prendre les mesures nécessaires pour assurer ce nettoyage, aux frais et risques du titulaire du marché subséquent, et sans mise en demeure préalable. Il est rappelé que le titulaire incorpore dans son prix l'ensemble des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier. A ce titre il doit assurer la sécurité d'exécution

de ses propres travaux, dans l'enceinte du chantier et à proximité, pour son personnel et pour les personnes pouvant passer à proximité.

Dans le cadre d'une coordination SPS, l'entrepreneur devra respecter les directives du PGC, et du coordinateur SPS. Il se référera à l'ensemble de la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers du bâtiment et prendre toutes les mesures propres à assurer :

- Les mesures d'hygiène de son personnel, en prévoyant notamment des vestiaires et sanitaires chauffées en nombre suffisant suivant l'effectif prévu sur le chantier ;
- La sécurité de son personnel, notamment contre les risques d'inhalation de fibres d'amiante ou de chute de hauteur ; l'entreprise devra également prévoir les installations nécessaires pour un éclairage suffisant des zones de circulation et des zones de travail, notamment en zones confinées ;
- La sécurité contre le risque d'émission de fibres d'amiante dans l'air ;
- La sécurité des tiers pouvant circuler ou stationner au voisinage et aux abords immédiats des zones de travaux ou du chantier ;
- La sécurité incendie : les détecteurs « incendie » avec report d'alarme en façade étant reliés par un système de boucles, leur dévoiement sera réalisé par le Maître d'Ouvrage. Par ailleurs, les têtes de détection consignées seront éliminées en filière adaptée par l'entreprise titulaire.

Dans le cas de la présence des volets coupe-feu ceux-ci devront rester en activité durant l'intervention en SS3. En cas de maintenance, il sera prévu par l'entreprise dans le cadre des travaux, un accès aux volets avec un plan de retrait sécurisé et maîtrisé. L'entreprise titulaire transmettra avant toute intervention, ces plans de retrait au service ingénierie du site hospitalier concerné.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.8 - Nuisances sonores.

Il est rappelé que les travaux auront lieu en milieu urbain. Les nuisances sonores ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures pour limiter des émergences sonores du chantier, notamment les bruits venant des installations de désamiantage (extracteurs, groupe électrogènes, ...).

Concernant les travaux de démolition, l'entreprise devra prendre en considération les points suivants :

- Limiter au maximum le bruit
- Limiter au maximum les vibrations
- Éviter tout abattage en une seule fois ou chute de hauteur de parties dans la mesure où la présence de plafonds floqués au niveau inférieur pourrait générer des émissivités non maîtrisables
- L'interruption momentanée du chantier du fait des activités du centre hospitalier
- Les bruits et vibrations devront être contenus dans la mesure du possible conformément aux solutions proposées par le titulaire lors de la remise de son offre

L'entreprise devra prévoir et envisager des adaptations de ses horaires en fonction des tâches à réaliser.

10.9 - Mesures d'exécution des travaux et niveau d'empoussièrement.

Pour être considérés, les résultats des mesures d'empoussièrement des chantiers test et de validation (spécifique SS3) présentés par l'entreprise devront être conformes à la norme XP X 43-269 d'avril 2012 relative à la qualité de l'air des lieux de travail et plus particulièrement son paragraphe 8.5. Il est précisé que les rapports des mesures d'empoussièrement doivent mentionner pour chaque filtre prélevé :

1. Son identification ;
2. Le début et la fin de la période de prélèvement (date et heure) ;
3. Le débit moyen au cours de la période de prélèvement ;
4. Le type de prélèvement, individuel ou à point fixe ;
5. La description du lieu de prélèvement ;
6. Les conditions rencontrées lors des prélèvements (type de confinement, dépression, renouvellement d'air, ...) ;
7. La description des activités pendant le prélèvement (EPI, plan de retrait, ...) ;

8. Le cas échéant, le type de fibre(s) ;
9. Le nombre de fibres par filtre ;
10. La concentration et les éléments d'interprétation ;
11. Pour estimer l'exposition d'un travailleur, dans le cas de prélèvements successifs, la concentration moyenne pondérée de fibres par le temps de prélèvement (Cp)' assortie de son intervalle de confiance Cpinl et Cpsup ;
12. Pour l'interprétation des résultats ou la déclaration de conformité, la concentration pondérée sur la base des informations transmises sur le temps d'exposition et le port d'un APR (Cm), assortie de son intervalle de confiance C mini et C msup ;
13. Pour la comparaison à une valeur limite d'exposition, la concentration équivalente pondérée par rapport à la période de référence Ceq assortie de son intervalle de confiance Ceqinl et Ceqsup'

L'entreprise devra réaliser, pour chaque zone de traitement de matériaux contenant de l'amiante un reportage photo-documentaire attestant des travaux réalisés avec en particulier des photos des confinements, SAS et le suivi documentaire des mesures de suivi (contrôle électrique, mesures en zone, base-vie, environnementale et MEST). Le paiement des prestations sera conditionné à la remise de ce reportage photo-documentaire par zone.

Les travaux en intérieur doivent être réalisés conformément aux stipulations minimales suivantes :

- Balisage de la zone d'intervention pendant les travaux de retrait ;
- Protection résistant et étanche (film de propreté) sur surfaces, structures et équipements non concernés par l'opération, non décontaminables et susceptibles d'être pollués (Niveau d'Empoussièrement (NE) 1, 2 et 3) ;
- Isolement de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur avec séparation physique, étanche à l'air et à l'eau (existante ou à mettre en place) avec matériau approprié aux contraintes (intempéries, dépression, protection mécanique, ...) (NE 2 et 3) ;
- Calfeutrement de la zone de travail par neutralisation et obturation des dispositifs d'échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone de travail (NE 2 et 3) et protection doublée (NE 3) ;
- Protection résistante et étanche de la séparation physique et des équipements situés dans la zone de travail qui sont non décontaminables (NE 2) et décontaminables (NE 3) ;
- Fenêtres dans le confinement pour visualiser le chantier depuis l'extérieur sauf si la configuration du chantier ne le permet pas en privilégiant la bulle de vision ;
- Flux d'air neuf et permanent pendant toute la durée du chantier, de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail ;
- Un ou plusieurs extracteurs d'air à filtres THE avec rejet de l'air vers le milieu extérieur et au moins un extracteur de secours. En cas de rejet vers le milieu intérieur, extracteurs avec double filtres THE. Les extracteurs sont systématiquement installés à l'extérieur des zones confinées pour permettre leur maintenance, sauf impossibilité technique. La nécessité de mise en place d'une structure échafaudée pour poser les extracteurs ne constitue pas une impossibilité technique ;
- Nombre de renouvellement d'air en volumes par heure minimum : 6 (NE 2) ou 10 (NE 3) et homogénéité du renouvellement d'air de la zone de travail ;
- Extracteurs alimentés par un système électrique équipé d'un dispositif de secours ;
- Équipement de protection individuel du personnel adapté au niveau d'empoussièrement et aux contraintes de travail (combinaison, gants, bottes, et masque complet à filtration P3 à ventilation assistée ou adduction d'air avec débit à la demande et pression positive garantie) ;
- Retrait des produits amiantés avec les processus permettant d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible avec notamment l'abattage des poussières, l'aspiration des poussières à la source, la sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ;
- Conditionnement et évacuation des déchets conforme la réglementation ADR (Agreement concerning the International carriage of Dangerous goods by Road) de transport de produits dangereux ;
- Des extincteurs seront positionnés sur site afin de pouvoir lutter immédiatement contre tout début de sinistre. Un ou plusieurs extincteurs seront positionnés en zone et en extérieur de zone à proximité immédiate du sas d'accès (le nombre d'extincteurs situés est fonction des surfaces au sol des zones) ;
- La réalisation des contrôles en cours de travaux et la tenue d'un registre de chantier permettant d'assurer la traçabilité des contrôles (air et rejets d'eaux) ;
- Les frais d'installation et de confinement tiendront compte des délais de validation des processus (chantier test...), de restitution avec contrôle externe (visuel, empoussièrement, ...), de l'ordre et du phasage des interventions définies par le planning ;
- L'entreprise titulaire aura une obligation de résultat. La méthodologie proposée devra respecter la réglementation et le code du travail ;

- Le type et nombre de SAS sera fonction du niveau d'empoussièrément :
 - **Niveau d'empoussièrément 1** : SAS 3 compartiments à deux douches ;
 - **Niveau d'empoussièrément 2 et 3** : SAS 5 compartiments ;
- L'entreprise devra durant l'ensemble du chantier tenir à disposition deux équipements complets (chausson, combinaison, masque et filtres) permettant l'accès aux zones de confinement aux personnes extérieures habilitées (secours, maître d'œuvre, SPS, maître d'ouvrage, ...) autant de fois que nécessaire. De plus il sera également tenu à disposition un appareil photographique, une torche étanche compatible avec la décontamination de sortie de zone et un anémomètre ;
- L'entreprise devra justifier que tous les équipements sortant de zone seront intégralement décontaminables (EPI y compris masque et sangles, lampe, appareil photo, ...) ou justifier de procédure garantissant le non propagation de fibre amiantée hors de la zone de confinement ;
- L'accès à la zone de chantier doit être rigoureusement interdit pendant toute la durée du chantier à toute personne.

Les processus proposés devront se conformer aux dispositions de l'article R4412-108 afin d'atteindre le niveau d'empoussièrément le plus bas techniquement possible. **Toute dérogation à ce niveau de protection ou au plan de retrait devra être justifiée par un processus validé conformément au décret du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.**

10.10 - Étapes de validation

L'entreprise devra à minima respecter les points d'arrêts suivants :

- Validation de la stratégie d'échantillonnage du laboratoire et mesure état initial ;
- Obtention du certificat d'acceptation préalable des déchets ;
- Validation des tests fumée avant démarrage des opérations de retraits des éléments contenant de l'amiante ;
- Validation des analyses de première restitution : sa levée permet le démantèlement des dispositifs de protection ;
- Obtention de la conformité à l'examen visuel des surfaces traitées ;
- Validation des analyses de deuxième restitution : sa levée permet la libération de la zone pour les interventions ultérieures (démolition, ...)

L'entreprise fera ses demandes de levée de points d'arrêts à la maîtrise d'ouvrage ou à la maîtrise d'œuvre, par voie de courrier électronique, 72 heures avant la tenue de ces derniers..

10.11 - Programmes et mesures

L'entreprise devra mettre en place un programme des mesures de suivi des travaux de désamiantage conforme à la stratégie d'échantillonnage définie par l'organisme établissant réalisant les prélèvements de fibres d'amiante dans l'air et leur analyse. A minima elle devra également respecter les recommandations du guide de prévention n° ED 6091 de l'INRS suivantes :

Mesures prévues pour la SS3	Norme / type	Fréquence / quantité
Mesures initiales (points zéros)	NF X 43-050 / META (OMS + FFA)	*
Prélèvement statique dans sas personnel	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/sas/semaine
Prélèvement statique dans sas matériel	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/sas/semaine
Prélèvement sur opérateur	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/processus/zone/semaine
Rejets eaux usées	NF T 90-105 NF T 90-008	* et à minima 1 à 2 /semaine

Mesures prévues pour la SS3	Norme / type	Fréquence / quantité
Rejets unités déprimogènes	X 43-269 / META (OMS + FFA)	* et à minima 1/groupe d'extracteur / semaine de travail
Prélèvement statique en zone travail	X 43-269	* et à minima 1/zone/semaine
Prélèvement statique en sortie sas (déchets et personnel)	X 43-269	* et à minima 1/sas/semaine
Prélèvement statique périmétrique	X 43-269	* et à minima 1/zone/semaine
Mesure de la qualité de l'air respirable	Teneur en huile, eau, monoxyde de carbone, dioxyde de carbone	* et à minima 1/démarrage de zone+ 1/ 15 jours de fonctionnement
Eau des douches ou du nettoyage	MES : 30 mg/l selon NF T 90-105 et pH	* et à minima 1/zone/semaine
Mesure environnementale de première restitution	NF X 43-050 / META (OMS + FFA)	*
Mesure environnementale de deuxième restitution	NF X 43-050/ META (OMS + FFA)	A la charge du maître d'ouvrage

* : conformément à la stratégie d'échantillonnage

Il est rappelé que la méthode de comptage par META des fibres OMS et FFA (Fibres Fines d'Amiante) sera systématiquement utilisée en remplacement de la MOCP pour les mesures citées ci-dessus. Chaque mesure devra distinguer les fibres OMS des fibres FFA.

L'entreprise devra tenir à jour un tableau de suivi des mesures de contrôle de l'empoussièrement et rejet des eaux de lavage. Il devra être fourni au maître d'œuvre par l'entreprise à chaque réunion de chantier avec les copies des résultats d'analyse.

L'entreprise devra réaliser, à ses frais, avant l'intervention de l'opérateur de contrôle visuel, une mesure d'empoussièrement préalable pour garantir son intervention avec les EPI adaptés. Des contrôles inopinés pourront également être effectués et il pourra être exigé tous les documents nécessaires à ces contrôles. Les contrôles extérieurs d'examen visuel des surfaces traitées sont à la charge de la maîtrise d'ouvrage lors de leur première exécution. Si les résultats ne sont pas acceptables, **les pénalités prévues au présent marché seront appliquées.**

Les frais d'entretien et de fonctionnement des installations pendant le délai des analyses est à la charge de l'entreprise.

Suite au désamiantage, des tests lingettes pourront être réalisés sur les supports (sol, mur, plafonds...) des matériaux contenant de l'amiante et sur surfaces périphériques. Ces tests seront réalisés à l'initiative du Maître d'œuvre, à la charge du Maître d'Ouvrage.

Si le résultat atteste la présence de fibre d'amiante l'entreprise devra compléter sa décontamination, une dépose et/ou un nettoyage complémentaire.

Les contrôles de restitution seront alors reconduits, **à la charge de l'entreprise, jusqu'à l'obtention de résultats satisfaisants.** Le coût de ses contrôles sera retenu sur le décompte final de l'entreprise de travaux.

10.12 - Délais d'exécution des prestations

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est fixée dans le marché subséquent lors de la remise en concurrence des titulaires de l'accord- cadre par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, tout comme le délai d'exécution contractuel des travaux.

A défaut de ces mentions, la durée de la période de préparation des travaux est fixée à 1 mois. Le délai contractuel d'exécution des travaux sera alors fixé conjointement entre le titulaire du marché subséquent et le maître d'ouvrage ainsi que, le cas échéant, le calendrier détaillé d'exécution. Le planning des travaux de chaque zone à traiter sera élaboré par le maître d'ouvrage avant chaque commencement d'exécution. Le titulaire du marché subséquent devra respecter les délais de réalisation pour chaque opération

Durant cette période de préparation, le titulaire du marché subséquent devra le cas échéant dresser un programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG Travaux, qu'il soumettra au visa du maître d'ouvrage de l'établissement concerné au moins 5 jours avant l'expiration de cette période (par dérogation à l'article 23.2.3 du CCAG Travaux), mentionnant notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisées ainsi que les dispositions prises par l'entreprise pour réaliser les travaux (La rédaction du plan de retrait, la validation du document par la maîtrise d'ouvrage, l'instruction du plan de retrait, et les ajustements éventuels). Il remettra également tout document nécessaire à la réalisation des travaux (plans d'exécution et spécifications techniques le cas échéant)

Pour les opérations en sous-section 3 l'entreprise titulaire du marché subséquent prévoira l'établissement de plan de retrait sous réserve de validation des organismes de tutelles.

Pour chaque prestation, l'entreprise titulaire du marché subséquent validera en phase de préparation le planning d'exécution des tâches qu'elle aura préalablement établi. Dans le cas de la découverte de nouveaux matériaux contenant de l'amiante (autres que ceux identifiés), et/ou la découverte des spécificités amiante ou techniques, tout devra être mis en œuvre pour maintenir la « dead-line » définie préalablement. Cette découverte engendrera des prélèvements et analyse à la charge du maître d'ouvrage de l'établissement concerné. L'entreprise titulaire modifiera son planning en conséquence, qui sera soumis à validation par le représentant du Maître d'Ouvrage de l'établissement concerné.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire du marché subséquent doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. Le nettoyage du chantier (à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments) devra être assuré de façon très régulière. Les modalités d'exécution, ainsi que le financement sont à la charge du titulaire du marché subséquent.

10-13- Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution des travaux pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'ouvrage de l'établissement concerné.

10.14 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné au titulaire du marché subséquent sans transfert de propriété à son profit.

Un constat contradictoire est établi pour contrôler l'état du matériel, de l'objet ou de l'approvisionnement, au moment de leur mise à disposition du titulaire du marché subséquent. Ce constat est signé par les deux parties. Il mentionne la valeur du matériel. La date effective de la mise à disposition est celle du constat contradictoire. Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché subséquent. Les documents et la formation éventuellement nécessaires pour l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui est confié au titulaire du marché subséquent sont fournis dès leur mise à disposition par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché subséquent est tenu de faire assurer, à ses frais, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, les matériels, les objets, et les approvisionnements qui lui ont été

confiés et d'être en mesure, à tout moment de l'exécution du marché subséquent, de justifier qu'il s'est acquitté de cette obligation d'assurance.

Un constat contradictoire est établi lors de la restitution du matériel, objet ou approvisionnement au pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné. Si le titulaire du marché subséquent ne peut restituer en bon état un matériel, un objet ou un approvisionnement non consommé, pour quelque motif que ce soit, le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné décide, après s'être informé des possibilités du titulaire du marché subséquent, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement. Le constat contradictoire précise alors la mesure de réparation convenue entre les parties et le délai prévu pour l'appliquer. Dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur résiduelle à la date de la disparition du bien ou du sinistre.

A défaut de restitution, de remplacement, de remise en état ou de remboursement dans les délais prévus dans le constat contradictoire de restitution, le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné peut suspendre le paiement des sommes dues au titre des prestations en cause, dans la limite de la valeur résiduelle des biens concernés, jusqu'à ce que la restitution, le remplacement, la remise en état ou le remboursement soient effectivement opérés.

10.15- Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'avise pas le maître d'ouvrage de l'établissement concerné de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. La date d'achèvement des travaux est la date contractuelle indiquée dans l'ordre de service d'exécution notifié par le maître de l'ouvrage de l'établissement concerné ou à défaut sur le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'ouvrage (ou le maître d'œuvre) procède, avec ou sans la présence du titulaire, aux opérations de réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt jours à compter de la date d'achèvement. Passé ce délai, la réception des travaux est réputée acquise sans réserve.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG Travaux, la décision de réception comporte, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Le procès-verbal de réception est dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage (ou le maître d'œuvre) et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer ou bien en cas d'absence de celui-ci, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié par voie dématérialisée dans les 15 jours suivant son établissement.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, celle-ci prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché subséquent, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG Travaux, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché subséquent et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal de réception des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, dans les trois mois suivant la date d'achèvement des travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage de l'établissement concerné peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché subséquent, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage de l'établissement concerné peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage de l'établissement concerné doit être précédée de leur réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison, ou le délai d'intervention pendant l'année de garantie de parfait achèvement, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 € pendant 5 jours, puis 500,00 € au-delà, assortie d'un montant minimum de 100,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, l'entreprise dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 350,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des points d'arrêts énoncés à l'article 10.10 du présent CCAP	Forfaitaire	200,00 €	
Non-respect des programmes et mesures énoncés à l'article 10.11 du présent CCAP	Forfaitaire	200,00 €	
Retard pour repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Journalière	100,00 €	Le repliement des installations et la remise en état des lieux interviendront sous 10 jours à compter de la réception des prestations
Non-remise de documents dans les délais impartis	Journalière	100,00 €	
Mauvais conditionnement des big bags contenant les déchets	Journalière	200,00 €	La pénalité sera appliquée par big bag et par jour jusqu'au reconditionnement correct des déchets concernés.
Non démarrage du chantier sous 5 jours	Journalière	100,00 €	Pénalité pour non démarrage du chantier dans les 5 jours suivant l'instruction du plan de retrait
Non-respect du délai de la phase de préparation	Journalière	500,00 €	La pénalité sera appliquée dès le premier jour de dépassement de la phase de préparation et jusqu'à la fin de celle-ci.
Absence de distinction des fibres OMS et FFA	Forfaitaire	150,00 €	Absence de distinction des fibres OMS et FFA lors des mesures de suivi des travaux de désamiantage conforme à la stratégie d'échantillonnage. La pénalité sera appliquée pour chaque mesure concernée.
Absence de tableau de suivi ou de mise à jour de celui-ci	Journalière	500,00 €	Absence de tableau de suivi des mesures de contrôle de l'empoussièrément et de rejet des eaux de lavage et non mise à jour de ce dernier
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	350,00 €	En cas d'absence aux réunions de chantier, l'entreprise dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 350,00 € par absence.
Absence ou retard dans la transmission de l'assurance	Journalière	1 500,00 €	Absence ou retard dans la transmission de l'assurance garantissant la responsabilité du titulaire à l'égard des tiers au niveau environnemental en cas d'accident ou de dommage causé par l'exécution des prestations. L'occurrence mentionnée ci-contre n'est pas contractuelle, la pénalité sera hebdomadaire.

Absence de reportage photo-documentaire	Journalière	50,00 €	Absence de reportage photo-documentaire pour chaque zone de traitement des matériaux contenant de l'amiante.
Absence de réponse à un marché subséquent sans justification.	Forfaitaire	200,00 €	En cas d'absence de réponse à un marché subséquent, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. En l'absence de justification, une pénalité fixée à 200,00 € par marché subséquent non répondu lui sera appliquée.

14 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché subséquent et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, à tout moment durant l'exécution du marché subséquent, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire devra également, selon les mêmes modalités que celles énoncées ci-dessus, disposer d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers au niveau des atteintes à l'environnement en cas d'accident ou de dommage causé par la conduite des opérations de désamiantage. Il devra de la même manière rendre compte de tout changement de sa situation d'assurance de responsabilité spécifique au risque amiante dans un délai de 15 jours suivant la réception de ces documents.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Résiliation pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci pour faute du titulaire conformément aux articles 15.2 et 15.3 du présent CCAP

15.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support), le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par 2 fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

15.3 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation du marché subséquent sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement partie du GHT Alliance Gironde, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement parties du GHT Alliance Gironde se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.4 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

17 - Clauses complémentaires

Responsabilité du titulaire :

L'entreprise demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou autres, sur le chantier ou à des tiers, voisinage, voirie, réseaux publics, etc... Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

Avant le début de son intervention, l'entreprise titulaire du marché subséquent devra, afin d'éviter des litiges ultérieurs, faire dresser, à ses frais et sous sa responsabilité, par voie d'huissier et en présence du Maître d'Ouvrage de l'établissement concerné, tous les constats nécessaires pour définir et préciser l'état des zones voisines au chantier et pouvant souffrir de son intervention.

Ces constats porteront sur l'état des bâtiments, des espaces verts, des voiries, des divers réseaux d'alimentation et d'évacuation, des clôtures, etc.

Les différents constats qui seront établis pourront être mis à disposition des autres entreprises sur simple demande auprès du Maître d'Ouvrage de l'établissement concerné.

Modalités de remplacement du personnel affecté à l'exécution de la mission :

Le titulaire ne peut remplacer la/les personne(s) physique(s) chargée(s) de l'exécution du présent accord-cadre qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle(s)-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Ce changement devra être notifié sans délai au pouvoir adjudicateur de l'Etablissement concerné ainsi qu'au CHU DE BORDEAUX (Etablissement support), le titulaire devra proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communiquera le nom, le CV et les agréments nominatifs nécessaires à la bonne exécution des prestations prévues au présent contrat, dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la notification mentionnée ci-dessus.

La nouvelle personne physique affectée par le titulaire est considérée comme acceptée par le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement concerné et du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support), si celui-ci ne la refuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à la personne désignée pour le remplacement.

Le remplacement du personnel peut être effectué à l'initiative du pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné dans les cas suivants :

- Insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux à la bonne exécution des prestations prévues au marché public
- Comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants

Le pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support) informe sans délai le titulaire de son choix de procéder au remplacement du personnel qu'il désigne, cette décision doit être motivée et transmise sans délai au titulaire. Le remplaçant proposé sera soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur de l'Etablissement concerné selon les modalités prévues ci-dessus. Le titulaire devra transmettre les informations nécessaires à cette approbation dans un délai d'un mois à compter de la réception de la décision du pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX (Etablissement support).

Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre comporte une clause de réexamen. Ainsi, tout changement susceptible d'intervenir concernant les évolutions réglementaires qui interviendraient en cours d'exécution dans le processus de traitement des déchets, objet du présent accord-cadre, sera intégré par avenant.

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète de l'accord-cadre et du marché subséquent est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX

Stipulations relatives à l'application des conditions générales de ventes

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ ou BPU, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (Cf. articles pièces contractuelles du présent document) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

Clause laïcité

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils

s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.12 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.12 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.12 du CCAP déroge à l'article 23.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 10.15 du CCAP déroge aux articles 41.1 ; 41.2 et 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux